

Jean Revest – jean.revest@free.fr

Je livre ici au débat et aux éventuels choix en découlant quelques regards et réflexions sur ce que sont et ce que vivent, à mes yeux, les différentes composantes de ce d'aucun nomme les antinucléaires. Principalement (mais pas uniquement) dans la perspective, à l'initiative de la majorité du Conseil d'Administration de la Fédération RSN, d'un Congrès antinucléaire invitant toutes les composantes à sa participation.

De quoi la lutte contre le crime nucléaire aurait-t-elle besoin ?

- d'un projet spécifique cohérent moralement et intellectuellement qui se suffit à lui-même ? ou au contraire d'un projet multi-thématiques ?
- d'un fonctionnement horizontal ou chaque entité est à l'initiative et est en relation/inter-action avec quiconque ? Ou au contraire d'une organisation calquée sur le modèle dominant de délégation de pouvoir et hiérarchique ?
- d'une organisation à durée limitée à l'objectif ? ou au contraire illimitée et pérenne à l'image d'une administration/bureaucratie ?
- de financements dont la majeure partie ou la totalité est affectée à la lutte de terrain ou au contraire à une structure et une administration salariale ?
- du pouvoir de la base et de ses initiatives de terrain ? ou au contraire d'un siège social national géographique fixe et permanent et d'un centre décisionnel qui possède et gère ?
- du partage et de la disposition par toutes les entités des outils nécessaires aux actions telles les coordonnées des soutiens ? Ou au contraire d'une rétention discrétionnaire des liens avec les soutiens ?

Si il ne s'agissait que de cela...

Critique des conservateurs et conservatismes

Tout faire pour conserver les situations bureaucratiques acquises et les plans de carrière calqués sur les schémas idéologiques dominants ,

S'inscrire dans la gestion institutionnalisée d'une opposition formelle captive en tant qu'un des deux termes de la contradiction d'avec le nucléaireisme barbare étatique,

Empêcher les remises en cause, les analyses de fonds, les soubassements de la faillite politique et stratégique, occulter le blocage de l'outil censé être porteur de sens et d'actions contre l'adversaire, masquer les contradictions inéluctables à toute organisation et à tout processus évolutif pour mettre en scène une personnalisation conflictuelle,

voilà ce qui caractérise les éléments conservateurs et leurs idées au sein du RSN et qui se retrouvent tant chez des délégués du C.A que dans l'appareil administratif salarial.

Ce faisant ils neutralisent, sous le regard approbateur des criminels de la destruction atomique, la lutte frontale pour la vie libérée de la domination de la terreur nucléaire.

Etape particulière du processus d'évolution ou fin de cycle ?

L'opposition conflictuelle interne qui s'est révélée au grand jour lors de l'AG de la Fédération RSN de 2010 n'est pas le point de départ d'un affrontement hors-sol ou d'une nouvelle dynamique libérée des pesanteurs du passé mais marque la fin du cycle initié avant et depuis la création du RSN (1997) après le sabordage des « Européens contre Superphénix » suite à la fermeture du réacteur Superphénix et la marche sur Matignon (9 avril 1994) :

celui du consensus mou décollant du compromis des forces antinucléaires espérant, après le premier rassemblement antinucléaire « civil » français au Bugey (1971) et la Coordination Nationale Antinucléaire/CNAN (1976) et après la répression sauvage du « camp de la paix antinucléaire et antimilitariste » de Maleville (31 juillet 1977) et la victoire de Plogoff (1978-1981), qu'une conquête du pouvoir politique par les partis dit de gauche permettrait une sortie du nucléaire, progressive et sans heurts pour la logique capitalo-consumériste,.

Sa traduction concrète fut un mot d'ordre se voulant œcuménique et fédérateur en gommant la contradiction fondamentale entre la vie et la destruction de l'atome, entre les populations et le pouvoir : « sortir du nucléaire ». Et son positionnement quémandeur en direction des oppresseurs « Nous voulons une décision immédiate de sortie du nucléaire ».

L'AG fondatrice de 1997 (Agen) qui regroupe une trentaine de personnes et l'élaboration de la « Charte » se déroule dans un contexte de divergences entre les tenants de la stratégie politique d'accompagnement et d'intégration et ceux qui se positionnent à partir de la réalité fondamentale du crime nucléaire pour une « sortie immédiate du nucléaire » (ex : Comité Stop-Nogent)

Etape d'une involution des luttes frontales contre la violence nucléariste qui avaient connues quelques réussites avant sa création (abandon de Plogoff, arrêt de super-phénix), la Fédération RSN s'est dès lors auto-détruite par imprégnation permanente de et à l'idéologie libérale capitaliste, jouant le même rôle que le duo infernal capital/travail où l'un ne peut exister pour sa libération/suprématie que par sa dépendance à l'autre. Se contentant alors des miettes accordées de temps en temps par le dominant pour confirmer le dominé dans sa position et empêcher toute prise de conscience subversive.

A aucun moment depuis la création en 1997 de la Fédération RSN le lobby nucléaire n'a ainsi reculé (nous ne pouvons appeler recul les quelques procès intentés contre tel ou tel dysfonctionnement particulier d'une centrale nucléaire et gagnés financièrement). Bien au contraire, le lobby nucléaire et son pouvoir politique aux ordres :

- a poursuivi l'exploitation des installations nucléaires existantes assassines
- a créé de nouvelles implantations atomiques (ex : EPR, Iceda,...)
- a lancé de nouveaux projets pharaoniques (ex : ITER, Astrid, Cigeo, Atmea,...)
- a développé sa propagation radioactive dans le monde (ex : Mox, EPR Finlande, EPR Hinkley point, joint-venture en Chine,...)

Et ce malgré

- les atteintes quotidiennes à la santé et à la vie des populations et territoires, les morts ici en France et en d'autres pays
- les catastrophes nucléaires dont dernièrement celle de Fukushima, les malades et les morts

- l'engagement et le dévouement de dizaines d'antinucléaires qui, sur le terrain ont poursuivi un travail de fourmis local multi-formes d'information des populations, d'interpellations des pouvoirs locaux/régionaux, d'actions sur les sites nucléaires (certains dans des ambiguïtés « environnementalistes » suicidaires)

Si l'on peut penser/espérer qu'aujourd'hui une majorité de la population est au fait de la nocivité de la radioactivité et des risques que fait courir une centrale nucléaire même dans un pays dit développé (une centrale et non l'ensemble des installations atomiques) : rien ne le prouve et aucune manifestation concrète de développement d'un engagement antinucléaire le corrobore.

Et comment en pourrait-il être autrement puisque le discours officiel institutionnalisé par la Fédération RSN :

- est intellectuellement incohérent, voir schizophrène : c'est dangereux mais on va continuer encore pendant 5 ans ou 10 ans ou plus,
- fait la part belle au catastrophisme ponctuel (accident grave) au détriment du focus sur le crime sanitaire atomique quotidien,
- rend dépendant l'arrêt du nucléaire de l'émergence d'alternatives énergétiques,
- s'aligne sur des stratégies politiciennes (telle celle d'EE-LV) et environnementaliste à l'image d'une simple ONG multi-thématiques (telles GP ou AMT),
- valide la participation aux instances de gestion du nucléaire (CLI),
- privilégie les grandes messes événementielles de bons sentiments sans lendemain mais pompe à fric,
- substitue au pouvoir de la base engagée et activiste une structure administrative et organisationnelle dominante et accaparante.

L'illusion/manipulation du nombre, du « tous ensemble » et de la communication

Si le RSN a bénéficié au fil des ans d'un statut privilégié dans la visibilité publique des différentes expressions plurielles antinucléaires, laissant penser qu'il était le seul regroupement et porte-voix des antinucléaires en France – après la désertion de Greenpeace du terrain antinucléaire suite à l'attentat contre le « rainbow warrior » et la manne financière qui lui a été alors versée par l'Etat au prix de mort d'homme - , il le doit notamment à un tour de passe-passe idéologique et communicationnel, savoir :

- à son institutionnalisation : adhésions de syndicats (Confédération Paysanne, Sud-Rail) et de partis de gouvernement (Verts-EELV) ou pas (LCR, FA), adhésion de grosses ONG environnementalistes, adhésions croisées avec des regroupements climatistes intégrées au système tel le RAC aux côtés du FNE/WWF/Greenpeace (qui abandonnera le RSN en 2007). Tous ayant d'autres objectifs et stratégies que la seule lutte antinucléaire,
- à son intégration au modèle idéologique : structure interne de délégation de pouvoir, structure salariale, appel à financement permanent, gestion interne et externe telle une entreprise, adhésions d'entreprises et commerçants d'énergies renouvelables ou de produits agricoles bio-nuk
- à sa soumission au pouvoir pro-nucléaire par une demande de reconnaissance et d'agrément par le ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement durable et de l'Aménagement du territoire français, obtenu en 2005

- à sa stratégie de communication qui a accompagné et recouvert ces choix politiques et stratégiques afin de « faire bouillir la marmite ». Cette efficacité dans la communication à d'ailleurs disparu depuis ces 5 dernières années conduisant à une absence du RSN sur les médias (à l'inverse de ce qui se passe pour les groupes locaux)

Le secret administratif et le flou autour du nombre réel de signataires de la « Charte », du nombre réel d'adhérents et de membres à jour, du nombre de groupes actifs spécifiquement antinucléaires, du nombre d'adhérents et de militants de ces groupes ont entretenu une illusion médiatique et une intoxication interne (pas trop pour ceux-celles qui ont participé à une AG). Situation permettant alors à l'appareil d'obtenir et entretenir l'usurpation du pouvoir avec la complicité d'éléments conservateurs au sein du C.A ayant des intérêts propres, et tant que chacun s'y retrouvait dans cette petite cuisine et sa sphère de notoriété/respectabilité/influence voire financière et promotionnelle.

Le « tous ensemble » officiel est la vitrine permettant de jeter à l'index, ponctuellement et au fil des ans, ceux-celles qui tentent une interpellation critique de fond ; tout en favorisant la continuité du flux des dons financiers nécessaire à la reproduction de l'appareil ; tout en garantissant aux parti et ONG.environnementalistes réformistes de ne pas concurrencer leur ligne politique.

Prendre acte pour ouvrir un possible avenir

Les adhérents et membres de la Fédération RSN se trouvent donc aujourd'hui face à une impasse organisationnelle, stratégique, politique. Cet état marque pour eux-elles la fin d'un cycle commencé, il y a 16 ans, dans le sillage de la prolifération nucléaire dite énergétique civile qui prolongeait et amplifiait le nucléaire militaire. Cette impasse était déjà contenue dans le compromis anti-humaniste de collaboration ayant conduit à la création de cette Fédération.

En confirmation : depuis plus de 5 ans les différentes tentatives de régénérer, sous une forme ou sous une autre, la Fédération ont toute été tenues en échec. Non par manque de volonté, non par question de personnalités, non par absence d'une nécessité objective, non par acceptation de tenter de sauver le vieillard moribond et si attachant, mais par le nécessaire deuil à faire de cette organisation. Lorsque l'outil est ébréché, ne répond plus au besoin, est inadéquate, est irréparable et dangereux : il faut s'en séparer sans regret. S'entêter est faire le plus beau des cadeaux au lobby criminel nucléaire.

Le Congrès antinucléaire de février 2016 initié par la majorité du C.A actuel de la Fédération RSN et ouvert à tous les antinucléaires (dans et hors RSN) peut être le moment de cet acte libérateur et d'avenir où chaque individu se réapproprie son pouvoir créateur : l'auto-dissolution.

Auto-dissolution en dehors de tout sentimentalisme, nostalgie, pré-supposé, enjeu idéologique, jeux politiques, blessures narcissiques et égo non-maîtrisé. Auto-dissolution pour sortir de l'impasse, abrégier l'agonie, libérer l'avenir de la lutte antinucléaire, accélérer la disparition de l'atomisme criminel.

Ce Congrès a-t-il statutairement la possibilité de le faire sans que les conservateurs n'usent de tous les artifices pour retarder et contre-carrer le mouvement en cours et le sens de notre histoire commune à inventer ? Sans qu'ils tentent de sauver leurs intérêts particuliers au détriment du bien commun et au grand bénéfice du lobby nucléaire ?

Des perspectives

Impossible de préjuger par avance ce que nous élaborerons en commun en mettant en débat, discussion, réflexion l'impératif de paroles libres et créatrices.

Quelques points – pêle-mêle - des pratiques des un-es et des autres m'apparaissent porteurs :

- la nature fondamentale du nucléaire est la domination et la mort
- réhabiliter et faire vivre l'objet premier de notre engagement : l'arrêt immédiat du crime atomique
- centrer notre raison d'être à la seule lutte antinucléaire afin de ne pas s'édulcorer ni se fondre dans un magma flou
- l'individu et le groupe/collectif de base sont les mieux à même de décider des modalités d'échange entre-eux et d'alliances ponctuelles ou stratégiquement durables ainsi de ce que pourrait être l'expression publique commune si elle doit exister
- ne pas reproduire le système organisationnel dominant et faire de nos pratiques le projet même de nos conceptions émancipatrices
- ne pas créer les conditions d'un accaparement/délégation de pouvoir, de filtres de paroles, de négation de l'être et de projet
- ne pas entrer dans la gestionite financière mais lier chaque besoin éventuel et ponctuellement souhaité de financement à une action précise et spécifique
- l'individu et le groupe/collectif de base qui connaissent leur terrain sont les mieux à même d'élaborer et décider des modalités de luttres les mieux approprier pour faire mal au monstre mortifère et hâter sa disparition
- ne pas accompagner le lobby mais lui porter des coups

Après la dissolution du RSN et le redéploiement des moyens vers les groupes/collectifs de base qui le souhaite, un temps d'échanges, de positionnement et d'élaboration sera indispensable. Riches de nos pratiques, sa durée pourrait être définie en commun.

Le 23/12/2015